

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste :

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :

Minimum 250 frs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION;
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

LOIS

1983

2 mars — Loi n° 83-2 autorisant la ratification du protocole III relatif aux immunités et privilèges de l'accord de non agression et d'assistance en matière de défense (ANAD) entre les Etats de la CEAO et le Togo signé à Dakar le 14 décembre 1981 2

2 mars — Loi n° 83-3 complétant l'article 2 de l'ordonnance n° 23 du 17-6/1975 portant réglementation bancaire 2

2 mars — Loi n° 83-4 modifiant et complétant l'ordonnance n° 79-27 du 5 juillet 1979 portant réorganisation de l'école nationale d'administration.... 2

2 mars — Loi n° 83-5 abrogeant et remplaçant le chapitre 7, section 1 du code pénal relatif à la répression du faux monnayage. 3

ORDONNANCES

1983

28 mars — Ordonnance n° 83-3 autorisant la ratification de l'accord entre la confédération suisse et la République togolaise relatif aux transports aériens, signé, à Lomé le 3 décembre 1980. 4

28 mars — Ordonnance n° 83-4 autorisant la ratification de l'accord relatif aux transports aériens entre la République togolaise et le Royaume des Pays-Bas, signé à Lomé le 17 mars 1981 .. 4

28 mars — Ordonnance n° 83-5 autorisant la ratification de l'accord culturel entre le gouvernement de la République populaire de Chine, signé Beijing le 27 septembre 1981. 4

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION

1982

19 nov. — Décision n° 5-CM-82 portant nomination d'un officier subalterne chef de division des opérations au secrétariat général de l'ANAD 5

1983

4 Fév. — Décision n° 1-CM-83 portant nomination du directeur des affaires juridiques au secrétariat général de l'ANAD 6

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Tribunal spécial — (Affaires de détournement de deniers publics). 7

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

L O I S

LOI N° 83-2 du 2 mars 1983 autorisant la ratification du protocole III relatif aux immunités et privilèges de l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense (ANAD) entre les Etats de la CEAO et le Togo signé à Dakar le 14 décembre 1981.

L'assemblée nationale a délibéré et adopté ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Est autorisée la ratification du protocole III relatif aux immunités et privilèges de l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense (ANAD) entre les Etats de la CEAO et le Togo signé à Dakar le 14 décembre 1981.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 2 mars 1983

Général Gnassingbé Eyadéma

LOI N° 83-3 du 2 mars 1983 complétant l'article 2 de l'ordonnance n° 23 du 17-6-1975 portant réglementation bancaire.

L'assemblée nationale a délibéré et adopté ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — L'article 2 de l'ordonnance n° 23 du 17 juin 1975 portant réglementation bancaire est complété comme suit :

Article 2 nouveau — Toutefois, la présente ordonnance ne s'applique pas :

— à la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, dénommée ci-après la banque centrale ;

— aux institutions financières internationales, ni aux institutions publiques étrangères d'aide ou de coopération, dont l'activité sur le territoire de la République togolaise est autorisée par des traités, accords ou conventions auxquels est partie la République togolaise ;

— à l'administration des postes et télécommunications, sous réserve des dispositions de l'article 47.

Les articles 20 et 31 de la présente ordonnance ne s'appliquent pas aux banques et établissements financiers publics à statut spécial dont la liste sera arrêtée par le conseil des ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine. En outre, le conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine pourra exclure totalement ou partiellement ces banques et établissements financiers du domaine d'application de la présente ordonnance, à l'exception des articles 43 à 46 et de l'article 60.

S'agissant des banques ne recourant pas à l'usage du taux d'intérêt et pratiquant le système du partage des profits et des pertes, des dérogations pourront être apportées aux dispositions de la présente ordonnance en ce qui concerne le régime des taux d'intérêt et les opérations desdites banques. Les dérogations seront accordées par le ministre des finances après avis de la banque centrale.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 2 mars 1983

Général Gnassingbé Eyadéma

LOI N° 83-4 du 2 mars 1983 modifiant et complétant l'ordonnance n° 79-27 du 5 juillet 1979 portant réorganisation de l'école nationale d'administration.

L'assemblée nationale a délibéré et adopté ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Les dispositions de l'article 13 de l'ordonnance n° 79-27 du 5 juillet 1979 sont complétées comme suit :

Article 18 (bis) — a) Le cycle de scolarité normale à l'école nationale d'administration comporte obligatoirement en plus des enseignements théoriques, un ou plusieurs stages dans les administrations publiques ou dans des organismes spécialisés togolais et, éventuellement internationaux.

b) Partout où les besoins du service l'exigent, les stagiaires prêtent serment et sont astreints au secret professionnel :

Les élèves magistrats de la section judiciaire sont nommés auditeurs de justice. Préalablement à toute activité, ils prêtent serment devant les cours d'appel en ces termes :

« Je jure de garder religieusement le secret professionnel et de me conduire en tout comme un digne et loyal auditeur de justice ».

Les auditeurs de justice appartiennent au corps judiciaire et lorsqu'ils assistent aux audiences et cérémonies publiques, ils doivent porter un costume. Est interdite aux auditeurs de justice toute action concer-

tée de nature à arrêter ou entraver le fonctionnement des juridictions.

— Les inspecteurs élèves, les contrôleurs stagiaires des sections impôts, douanes et administration du travail doivent être placés au cours de leur stage dans les conditions où ils auront à exercer plus tard leur fonction ; ils sont appelés à participer à tous les travaux de leurs sections respectives (contrôles, vérifications etc...) sans exclusive aucune.

Art. 2 — La présente loi sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 2 mars 1983
Général Gnassingbé Eyadéma

LOI N° 83-5 du 2 mars 1983 abrogeant et remplaçant le chapitre 7, section 1 du Code Pénal relatif à la répression du faux monnayage.

L'assemblée nationale a délibéré et adopté ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier — Quiconque aura contrefait, falsifié ou altéré des signes monétaires ayant cours légal sur le territoire national ou à l'étranger sera puni de la réclusion perpétuelle et d'une amende décuple de la valeur desdits signes et au moins égale à 20.000.000 F.

Si le coupable bénéficie de circonstances atténuantes, la peine ne pourra être inférieure à deux ans d'emprisonnement et à 1.000.000 F d'amende.

Le sursis ne pourra être accordé.

Art. 2 — Quiconque aura :

— soit contrefait ou altéré des monnaies d'OR ou d'ARGENT ayant cours légal sur le territoire national ou à l'étranger ;

— soit coloré des pièces de monnaies ayant eu cours légal sur le territoire national ou à l'étranger, dans le but de tromper sur la nature du métal ; sera puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 4.000.000 à 10.000.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 3 — Quiconque aura contrefait, falsifié ou altéré des billets de banque ou des pièces de monnaie autres que d'OR ou d'ARGENT ayant eu cours légal sur le territoire national ou à l'étranger sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 2.000.000 à 10.000.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 4 — Quiconque aura participé à l'émission, l'utilisation, l'exposition, la distribution l'importation ou l'exportation de signes monétaires contrefaits, falsifiés, altérés ou colorés sera puni des peines prévues aux articles ci-dessus, selon les distinctions qui y sont portées.

Art. 5 — Celui qui, ayant reçu pour bons des signes monétaires contrefaits, falsifiés, altérés ou colorés, en aura fait ou tenté de faire usage après en avoir connu les vices, sera puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende quadruple au moins et décuple au plus de la valeur desdits signes sans que cette amende puisse être inférieure à 200.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

S'il les a conservés sciemment ou a refusé de les remettre aux autorités, il sera puni d'une amende double au moins et quadruple au plus, qui ne pourra être inférieure à 100.000 F.

Art. 6 — Quiconque aura fabriqué, souscrit, émis, utilisé, exposé, distribué, importé ou exporté :

— soit des moyens de paiement ayant pour objet de suppléer ou de remplacer les signes monétaires ayant cours légal sur le territoire national ou à l'étranger ;

— soit des imprimés, jetons ou autres objets qui présenteraient avec lesdits signes monétaires une ressemblance de nature à faciliter leur acceptation ou utilisation aux lieux et places desdits signes ; sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 2.000.000 à 10.000.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 7 — Est interdite toute reproduction, totale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de signes monétaires ayant cours légal sur le territoire national ou à l'étranger, si ce n'est avec l'autorisation préalable de la banque centrale ou, s'il s'agit de signes monétaires étrangers de l'autorité qui les a émis.

Est également interdite, et sous les mêmes réserves, toute exposition, distribution, importation ou exportation de telles reproductions, y compris par voie de journaux, livres ou prospectus.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 50.000 à 200.000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 8 — Quiconque aura fabriqué, offert, reçu, importé, exporté ou détenu, sans y avoir été autorisé, des marques, matières, appareils ou autres objets destinés par leur nature à la fabrication, contre façon, falsification, altération ou coloration de signes monétaires, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 4.000.000 à 10.000.000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 9 — Les peines prévues aux articles précédents s'appliquent :

— aux infractions commises sur le territoire national ;

— aux infractions commises à l'étranger, selon les distributions et sous les conditions prévues au code de procédure pénale.

Art. 10 — Seront confisqués, quelle que soit la qualification de l'infraction, les objets visés aux articles 1 à 8, ainsi que les métaux, papiers et autres matières trouvés en la possession des coupables et destinés à la commission d'infractions semblables. Lesdits objets, métaux, papiers et autres matières confisqués seront remis à la banque centrale sur sa demande, sous réserve des nécessités de l'administration de la justice.

Seront également confisqués, les instruments ayant servi à commettre l'infraction, sauf lorsqu'ils ont été utilisés à l'insu de leur propriétaire.

Art. 11 — Sera exempt de peine celui qui, coupable d'une des infractions prévues aux articles 1, 2 — 3, 4 et 8 en aura donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités avant toutes poursuites. Il pourra néanmoins être interdit de séjour.

Pourra être dispensé de peine, totalement ou partiellement, celui qui, coupable d'une des mêmes infractions, aura, après les poursuites commencées, procuré l'arrestation des autres coupables. Il pourra néanmoins être interdit de séjour.

Art. 12 — La présente loi sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 2 mars 1983

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 83-3 du 28 mars 1983 autorisant la ratification de l'Accord entre la Confédération Suisse et la République togolaise relatif aux transports aériens, signé, à Lomé le 3 décembre 1980.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'Accord entre la Confédération Suisse et la République togolaise relatif aux transports aériens, signé à Lomé le 3 décembre 1980.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 28 mars 1983

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 83-4 du 28 mars 1983 autorisant la ratification de l'Accord relatif aux transports aériens entre la République togolaise et le Royaume des Pays-Bas, signé à Lomé le 17 mars 1981.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'Accord relatif aux transports aériens entre la République togolaise et le Royaume des Pays-Bas, signé à Lomé le 17 mars 1981.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 28 mars 1983

Général Gnassingbé Eyadéma

ORDONNANCE N° 83-5 du 28 mars 1983 autorisant la ratification de l'Accord culturel entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République Populaire de Chine, signé à Beijing le 27 septembre 1981.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des affaires étrangères et de la coopération ;

Vu l'article 35 de la constitution ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est autorisée la ratification de l'Accord culturel entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République Populaire de Chine, signé à Beijing le 27 septembre 1981.

Art. 2 — La présente ordonnance sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 28 mars 1983

Général Gnassingbé Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION****DECISION N° 5/CM/82 du 19 novembre 1982 portant
nomination d'un officier subalterne chef de divi-
sion des opérations au secrétariat général de
l'ANAD.**

Le conseil des ministres de l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense entre les Etats-membres de la CEAO et le Togo,

Vu l'accord de non-agression et d'assistance en matière de Défense entre les Etats de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest et le Togo signé à Abidjan le 9 juin 1977 ;

Vu le protocole d'application notamment en son article 16 ;

Vu l'Organigramme n° 2 adopté par acte n° 4-81-CEG du 14 décembre 1981, ainsi que la répartition des postes y annexée ;

Vu l'acte n° 4-80-CEG du 4 novembre 1980 portant adoption de la grille des salaires applicables aux personnels du secrétariat général de l'ANAD,

Après avis favorable du secrétaire général,

D E C I D E :

Article premier — Le capitaine d'Infanterie Bombet Denis, au bureau des opérations à la direction de la défense de la République de Côte d'Ivoire, est nommé pour une période de deux (2) ans renouvelable dans les fonctions de chef de la division des opérations au secrétariat général de l'ANAD.

Art. 2 — L'intéressé percevra les salaires et accessoires de la catégorie 1A, de la grille des salaires des personnels du Secrétariat Général de l'Accord.

Art. 3 — La présente décision sera enregistrée, publiée au **Journal officiel** des Etats membres de l'ANAD et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 19 novembre 1982

Le Président du Conseil
des ministres,

Son Excellence, Monsieur Anani Kuma Akakpo Ahianyo, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République togolaise.

DESTINATAIRES :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de Haute-Volta 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République du Mali 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République du Niger 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République du Sénégal .. 2 ex.

— Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République togolaise 2 ex.

— Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire .. 2 ex.

— Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République de Haute-Volta 2 ex.

— Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale de la République du Mali 2 ex.

— Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.

— Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République du Niger 2 ex.

— Monsieur le Ministre d'Etat chargé des Affaires étrangères de la République du Sénégal 2 ex.

— Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République togolaise 2 ex.

Monsieur le Ministre de la Défense et du Service Civique de la République de Côte d'Ivoire 10 ex.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants de la République de Haute-Volta 2 ex.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale de la République du Mali 2 ex.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale de la République du Niger 2 ex.

Monsieur le Ministre des Forces Armées de la République du Sénégal 2 ex.

Monsieur le Ministre de la Défense de la République togolaise 2 ex.

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire 2 ex.

Monsieur le Ministre des Finances de la République de Haute-Volta 2 ex.

Monsieur le Ministre des Finances et du Commerce de la République du Mali 2 ex.

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.

Monsieur le Ministre des Finances de la République du Niger 2 ex.

Monsieur le Ministre des Finances et des Affaires Economiques de la République du Sénégal 2 ex.

Monsieur le Ministre du Commerce de la République du Sénégal 2 ex.

Monsieur le Ministre des Finances et de l'Economie de la République togolaise 2 ex.

DECISION N° 1/CM/83 du 4 février 1983 portant nomination du directeur des Affaires Juridiques au Secrétariat général de l'ANAD.

Le conseil des ministres de l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense entre les Etats membres de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et le Togo (ANAD).

Vu l'accord de non-agression et d'assistance en matière de défense entre les Etats de la communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et le Togo signé à Abidjan le 9 juin 1977 ;

Vu le protocole d'application notamment en son article 16 ;

Vu l'Organigramme n° 2 adopté par acte n° 4-81-CEG du 14 décembre 1981, ainsi que la répartition des postes y annexée ;

Vu l'acte n° 4-80-CEG du 4 novembre 1980 portant adoption de la grille des salaires applicables aux personnels du secrétariat général de l'ANAD ;

Après avis favorable du secrétaire général ;

DECIDE :

Article premier — M. Moumouni Yacouba de la République du Niger est nommé directeur des Affaires juridiques au secrétariat général de l'Accord de Non-Agression et d'Assistance en Matière de Défense entre les Etats de la Communauté Economique de l'Afrique de l'Ouest et le Togo pour une période de deux (2) ans renouvelable.

Art. 2 — L'intéressé percevra les salaires et accessoires de la catégorie hors cadre de la grille des salaires des personnels du secrétariat général de l'Accord.

Art. 3 — La présente décision sera enregistrée, publiée au **Journal officiel** de l'Accord et au **Journal officiel des Etats-membres** de l'ANAD et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Niamey, le 4 février 1983

Le Président du Conseil
des Ministres

Son Excellence Monsieur Daouda Diallo, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération de la République du Niger.

DESTINATAIRES :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de Haute-Volta 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République du Mali 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République du Niger .. 2 ex.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République du Sénégal .. 2 ex.
- Monsieur le Secrétaire Général de la Présidence de la République Togolaise 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la République de Côte d'Ivoire .. 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République de Haute-Volta 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale de la République du Mali 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République du Niger 2 ex.
- Monsieur le Ministre d'Etat chargé des Affaires Etrangères de la République du Sénégal 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération de la République Togolaise 2 ex.
- Monsieur le Ministre de la Défense et du Service Civique de la République de Côte d'Ivoire 2 ex.
- Monsieur le Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants de la République de Haute-Volta 2 ex.
- Monsieur le Ministre de la Défense Nationale de la République du Mali 2 ex.
- Monsieur le Ministre de la Défense Nationale de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.
- Monsieur le Ministre de la Défense Nationale de la République du Niger 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Forces Armées de la République du Sénégal 2 ex.
- Monsieur le Ministre de la Défense de la République Togolaise 2 ex.
- Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Finances de la République de Haute Volta 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Finances et du Commerce de la République du Mali 2 ex.
- Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances de la République Islamique de Mauritanie 2 ex.
- Monsieur le Ministre des Finances de la République du Niger 2 ex.

Monsieur le Ministre des Finances et des Affaires Economiques de la République du Sénégal 2 ex.
 Monsieur le Ministre du Commerce de la République du Sénégal 2 ex.
 Monsieur le Ministre des Finances et de l'Economie de la République Togolaise 2 ex.

ORDONNANCE N° 7 du 5 avril 1983

Nous Kossi AWANYOH, Président du Tribunal Spécial chargé de la répression des détournements de deniers publics ;

Vu l'Ordonnance n° 18 du 13 Septembre 1972 instituant ledit Tribunal, modifiée par l'Ordonnance n° 80-9 bis du 7 janvier 1980 ;

Ensemble l'avis de Monsieur le Commissaire du Gouvernement après le Tribunal de céans ;

Fixons ainsi qu'il suit les dates d'audience pour le jugement des affaires suivantes :

Dates d'audience	Intitulé de l'affaire	Service, Administrations ou Etablissements intéressés
Lundi 18 avril 1983 à partir de 8 heures Mardi 19 avril 1983 à partir de 8 heures Mercredi 20 avril 1983 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Deou Assama Kossi Commissaire du Gouvernement contre : Domingo Yakini et Kuwonu Kokou 1° — Commissaire du Gouvernement contre : Kuaovi Ahli Koko (Job Nathaniel) et Semeha Comlan 2° — Commissaire du Gouvernement contre : Gokar Koffi (Charles)	Agences Spéciales Vogan et Kantè Postes et Télécommunications — Lomé Port Autonome — Lomé
Jeudi 21 avril 1983 à partir de 8 heures	1° — Commissaire du Gouvernement contre : Nadoh Koffi Houndo Dégbé Seymon 2° — Commissaire du Gouvernement contre : Gbossou Gbébléwou Ekoué	SOPROLAIT — Lomé Postes et Télécommunications — Anfoin Hôtel Miramar — Lomé
Vendredi 22 avril 1983 à partir de 8 heures	Commissaire du Gouvernement contre : Klu Komi Névamé.	CEG — Bè-Klikamé Lomé

Disons que la présente Ordonnance sera, à la diligence de Monsieur le Commissaire du Gouvernement, publiée conformément à la loi ;

Fait en Notre Cabinet au Palais de Justice à Lomé le Cinq Avril mil neuf cent quatre vingt trois.

Pour copie certifiée conforme
 Lomé, le 5 avril 1983
 Le Greffier en chef
 du Tribunal Spécial
 Komlan FANOU DAGBA

